

Afrique du Sud

En Afrique du Sud, les perspectives de changement politique sont faibles; lors des élections législatives du mois de mai 1987, le Parti national du président Botha a été reporté au pouvoir avec 54 p. 100 de suffrages exprimés, ce qui lui donnait une majorité confortable de 74 p. 100. Le Parti conservateur, qui est opposé à toute réforme raciale est maintenant le parti d'opposition officiel (le nombre de ses sièges est passé de dix-sept à vingt-deux). Les soulèvements spontanés dans les townships, auxquels on avait assisté en 1985 et 1986, sont moins fréquents depuis 1987 (malgré les grèves menées par des travailleurs noirs dans certains secteurs industriels) en raison de la proclamation de l'État d'urgence par le gouvernement Botha et de l'adoption par celui-ci de mesures encore plus restrictives. Les affrontements entre le gouvernement Botha et l'African National Congress (ANC) se sont poursuivis.

Éthiopie-Somalie

Au mois d'avril 1987, l'Éthiopie et la Somalie ont repris leurs négociations en vue d'un règlement de la question de l'Ogaden, territoire qui avait été à l'origine de la guerre somalo-éthiopienne de 1977-1978. Ces rencontres ont eu lieu malgré une attaque par les troupes éthiopiennes à la frontière au mois de février. En avril 1988, les deux pays ont accepté de reprendre leurs relations diplomatiques, de retirer leurs troupes respectives de la région frontalière et de refréner leurs activités subversives l'un à l'égard de l'autre.

La position actuelle du Canada

Le Canada a tenté d'apporter son aide aux pays touchés par les conflits en Afrique australe. Voici quelques exemples : en 1977, Ottawa a accepté de faire parti du Groupe de contact composé de cinq pays occidentaux, créé par les Nations-Unies en vue de trouver une solution au problème de l'occupation sud-africaine de la Namibie. De plus, le Canada apporte chaque année une aide économique d'environ 140 millions de dollars aux pays de la ligne de front comme le Mozambique, le Zimbabwe et l'Angola, surtout par